



HAL
open science

**“ Aux États-Unis de France et d’Irlande ” :
circulations révolutionnaires entre France et Irlande à
l’époque de la République atlantique**

Mathieu Ferradou

► **To cite this version:**

Mathieu Ferradou. “ Aux États-Unis de France et d’Irlande ” : circulations révolutionnaires entre France et Irlande à l’époque de la République atlantique. *La Révolution française - Cahiers de l’Institut d’histoire de la Révolution française*, 2021, *La Révolution en 3D – Textes, images, sons (1787-2440)*, 20, 10.4000/lrf.4918 . hal-03558191

HAL Id: hal-03558191

<https://hal.science/hal-03558191>

Submitted on 4 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*« Aux États-Unis de France et d'Irlande » : circulations
révolutionnaires entre France et Irlande à l'époque de la
République atlantique*

Mathieu Ferradou



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lrf/4918>

DOI : 10.4000/lrf.4918

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Mathieu Ferradou, « *Aux États-Unis de France et d'Irlande* » : circulations révolutionnaires entre France et Irlande à l'époque de la République atlantique », *La Révolution française* [En ligne], 20 | 2021, mis en ligne le 25 juin 2021, consulté le 28 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/4918> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.4918>

Ce document a été généré automatiquement le 28 juin 2021.

© La Révolution française

« Aux États-Unis de France et d'Irlande » : circulations révolutionnaires entre France et Irlande à l'époque de la République atlantique

Mathieu Ferradou

NOTE DE L'ÉDITEUR

Thèse soutenue le 26 novembre 2019 devant un jury composé de Clément Thibaud (directeur d'études à l'EHESS), président ; Céline Borello (professeure à Le Mans université, TEMOS), rapporteure ; Philippe Bourdin (professeur à l'université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, CEHC), rapporteur ; Thomas Bartlett (professeur émérite à l'université d'Aberdeen, Royal Irish Academy) ; Pierre Serna (professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), directeur de thèse.

NOTE DE L'AUTEUR

Mes plus vifs remerciements vont à Tim Murtagh pour sa relecture de la version anglaise de ce texte.

« Maintenant, toi, A. B., déclare volontairement être loyal à ces États-Unis de France et d'Irlande et de chaque ~~royaume~~ État allié dans la Chrétienté qui existe à présent ou pourrait exister dans le futur pour le bien-être de nos Frères Unis ; que tu les aideras autant qu'il sera en ton pouvoir sans blesser ton âme ou ton corps

aussi longtemps qu'ils se montreront loyaux
envers toi. »

- 1 L'expression des « États-Unis de France et d'Irlande » est présente sur de nombreux serments, catéchismes ou tracts manuscrits ou imprimés en Irlande à partir de 1795-1796 comme dans l'exemple ci-dessus, morceau de papier sur lequel le serment a été recopié et retrouvé en juin 1795 par Barry Maxwell, 1^{er} Earl de Farnham, dans une rue de la petite ville de Cavan (comté de Cavan) en Ulster et aussitôt envoyé au Château de Dublin, siège du gouvernement anglo-irlandais, où le *Lord-Lieutenant* Camden l'a compilé avec d'autres documents concernant la société secrète des *Defenders* pour soumettre un rapport au *Home Office* à Londres¹.
- 2 La société des *Defenders*, apparue dans les années 1780, est en effet un sujet d'alarme pour les gouvernements de Dublin et de Londres à partir des années 1790, d'autant plus que les agents du Château ne parviennent pas à obtenir d'informations précises et fiables sur cette société composée principalement de catholiques mais qui – autre source d'inquiétude – opère alors un rapprochement avec la société des Irlandais Unis, fondée en novembre 1791 à Belfast et Dublin par des protestants (et plus particulièrement des presbytériens) et devenue, selon le récit consacré, secrète et révolutionnaire à partir de 1794. Cette alliance entre les mécontents catholiques et protestants d'Irlande contre la domination anglaise était particulièrement redoutée par l'*Ascendancy*, ainsi que se désignait elle-même l'élite protestante, descendante des colons anglais, d'environ cinq mille grands propriétaires qui considéraient le gouvernement d'Irlande comme sa chose. La référence à la France dans ces serments et catéchismes fait même paniquer Dublin : la peur d'un débarquement français en Irlande, afin d'y établir une tête de pont pour une attaque de la Grande-Bretagne, est un cauchemar récurrent depuis le début de cette « seconde guerre de Cent Ans » entre la France et l'Angleterre, commencée avec la « Glorieuse Révolution » de 1689.
- 3 Cette peur devient réalité en décembre 1796-janvier 1797 lorsque le général Lazare Hoche dirige une grande expédition franco-irlandaise qui doit débarquer dans le sud de l'île. La séparation des navires dès leur sortie de Brest et la tempête qui s'abat sur la flotte empêchent le débarquement et, dans un moment parmi les plus porteurs d'histoire contrefactuelle de la période révolutionnaire, l'Irlande n'est pas envahie. Les quatre expéditions lancées à l'été 1798, après que la nouvelle de l'insurrection des Irlandais soit parvenue en France, arrivent trop tard : les insurgés ont déjà été écrasés aussi bien au sud, notamment dans le comté de Wexford, qu'au nord, et, malgré quelques succès initiaux conduisant à la fondation de l'éphémère République du Connaught en août, les armées françaises sont défaites aussi bien sur terre qu'en mer. La répression de cette « Grande Rébellion » fait environ trente mille morts et marque profondément la mémoire irlandaise qui, à son tour, détermine l'historiographie consacrée à la période.
- 4 L'historiographie dominante anglophone – pour ne pas mentionner l'historiographie en français, quasiment inexistante ou ayant plus d'un siècle – consacrée aux relations entre la France révolutionnaire et l'Irlande « rébellionnaire » (pour emprunter ce néologisme à Jean Nicolas, dont la description d'une France de plus en plus « intranquille » à mesure qu'avance le dix-huitième siècle présente des parallèles notables avec l'Irlande à la même période) a ainsi considéré que ces *Defenders* n'étaient reliés aux dynamiques révolutionnaires telles que la France les incarnait que par l'entremise des Irlandais Unis². Le mécontentement des *Defenders* serait conservateur,

empreint de localisme et marqué par un attachement superstitieux à leur identité religieuse catholique, voire à des traditions culturelles témoignant d'un monde a-historique. Les *Defenders*, d'une certaine manière, ne seraient pas entrés dans l'histoire. Ainsi, leurs prédécesseurs, les *Whiteboys* du Munster, qui protestaient contre les enclosures, en proclamant aussi bien leur loyauté au roi Georges III qu'à la reine Sive (Sadhbh), figure féerique issue des mythes irlandais, ont été définis par Sean Connolly comme « conservateur[s] et réactionnaire[s], désireux de prévenir tout changement politique plutôt que défier l'ordre social ou politique³ ». Selon Marianne Elliott, l'historienne pionnière des relations entre la France et l'Irlande dans les années 1790, les *Defenders*, issus de ce moule de protestation populaire et rurale, liée au jacobitisme, seraient ainsi tout aussi fossilisés dans un passé mythifié, se réfugiant dans un folklore nostalgique d'un monde révolu. Le passage d'un « catholicisme dépolitisé » avant les années 1780 à un catholicisme nationaliste dans les années 1790 ne s'expliquerait ainsi que par l'influence prépondérante de la propagande des Irlandais Unis qui, eux, étaient héritiers des Lumières et insérés dans les courants révolutionnaires secouant l'Atlantique de l'âge des révolutions. Et même si les *Defenders* faisaient référence à la France dans leurs serments dès 1792 (et donc avant les Irlandais Unis, dont l'alliance avec la France date de 1796), pour Marianne Elliott, ils ne comprenaient ni la portée ni les enjeux politiques des références qu'ils maniaient⁴. Selon elle, les Irlandais Unis auraient joué aux apprentis-sorciers en s'alliant avec les *Defenders*, ces derniers étant incapables d'intégrer le républicanisme éclairé et séculier de leurs alliés protestants. Le « défendérisme » aurait ainsi corrompu le républicanisme irlandais dès son origine en un nationalisme catholique exclusif et fanatique⁵. Nancy Curtin écrivait que « les deux alliances [avec la France et les *Defenders*] étaient nécessaires pour faire des Irlandais Unis une organisation révolutionnaire considérable, mais, combinées, ces alliances contribuèrent [...] à une explosion monstrueuse d'hostilité fanatique en Irlande⁶ ». Même Jim Smyth, dans l'étude la plus complète jusqu'à ce jour de la politisation populaire en Irlande, conclut en réaffirmant le caractère « catholique » et « rudimentaire » du nationalisme des *Defenders*⁷.

- 5 Face à cette historiographie révisionniste, une historiographie parfois qualifiée de « post-révisionniste » a démontré au contraire que les mécontents irlandais tout au long du dix-huitième siècle sont en prise avec le contexte international⁸. Les mouvements rébellionnaires conjuguent ainsi l'hostilité à l'État hanovrien, perçu comme étranger, l'opposition aux transformations économiques impulsées par un capitalisme atlantique mercantile et esclavagiste, qui les dépossèdent de leurs droits traditionnels, et les références à leur culture politique et religieuse, dont l'exaltation de formes fantasmées ne traduit aucunement une déconnexion avec leur époque mais, au contraire, la sublimation d'autres modes d'organisation politique et sociale égalitaires (le sept ou clan irlandais et sa possession collective des terres)⁹. Pour autant, la période révolutionnaire n'a pas fait, jusqu'à présent, l'objet d'une étude renouvelée. En effet, l'historiographie considère les Irlandais Unis comme des républicains et révolutionnaires à contrecœur, qui le sont devenus uniquement à partir du moment où le Château de Dublin interdit leur société en 1794. Quant aux *Defenders*, ils sont toujours perçus comme des républicains ineptes ou hypocrites, mus seulement par leur fanatisme et leur haine antiprotestante. Le républicanisme irlandais ne serait, dans cette optique, qu'un simple vernis recouvrant un nationalisme atavique, revêtant les formes dominantes du moment (jacobite puis jacobin), mais sans jamais altérer véritablement sa nature¹⁰.

- 6 Ce débat ne concerne pas uniquement la période de la fin du dix-huitième siècle et du début du dix-neuvième siècle, mais agite également l'historiographie consacrée au long dix-neuvième siècle irlandais, ouvert avec la Révolution française et s'achevant avec la décennie révolutionnaire irlandaise de 1913 à 1923 : le républicanisme irlandais serait en réalité un nationalisme catholique qui s'exprime par les armes et refuse le constitutionalisme et la démocratie, perçus comme des importations anglaises¹¹. Bien sûr, tous ces débats sont hantés par le spectre de la lutte armée telle que l'IRA puis l'« IRA véritable » ont pu l'incarner pendant les « Troubles » de 1969 à 1998¹². L'éclatement de la guerre civile en Irlande du Nord a coïncidé avec le tournant libéral de la mondialisation des années 1970, produisant un révisionnisme triomphant dans un mouvement commun à la France post-1968 et à l'Irlande post-1969, condamnant l'irrédentisme républicain en Irlande et la Révolution en France. Dans les deux cas, ce qui était en jeu était une conception libérale face à une conception démocratique de la République. Dans cette vision libérale, les classes populaires jouaient un rôle jugé néfaste, contaminant de leurs passions populaires la démocratie représentative en gestation¹³.
- 7 Cette thèse, dans le sillage d'un Master 2 réalisé en 2013-2014¹⁴ et de la journée d'études ayant eu lieu à l'IHRF en 2016¹⁵, entre donc dans ce débat historiographique, en prise avec les usages publics de l'histoire. Conçue comme une étude sur la politisation des classes populaires irlandaises, elle se veut également un pas de côté par rapport à un débat qui a battu son plein en 1998, au moment du Bicentenaire du Soulèvement, et qui s'est ensuite tari, par épuisement. L'enjeu est en effet de replacer ces débats dans ceux sur la république et dans le contexte de l'âge des révolutions, deux champs profondément renouvelés récemment¹⁶. Et si l'ouvrage de référence reste celui de Marianne Elliott, l'ambition est également de proposer une histoire « par en bas » et au « ras des sources ».
- 8 Vingt-huit Irlandais et Irlandaises constituent donc l'objet central de l'étude. Ils avaient pour point commun d'être des passeurs, des intermédiaires, de véritables interfaces même entre la France et l'Irlande, mais également entre les classes sociales. Étudier les circulations révolutionnaires entre les deux pays signifie en réalité suivre à la trace les circulations européennes et atlantiques de ces passeurs entre l'Irlande, la France, l'Angleterre, l'Écosse, l'Allemagne, les Provinces-Unies et les États-Unis. De plus, l'implication de nombreux de ces « protagonistes » – effectivement happés par le tourbillon révolutionnaire – dans l'espionnage a suscité de nombreux fantasmes et des allégations infondées, répétés d'ouvrages en ouvrages. La patiente lecture et la comparaison de sources codées ou en partie effacées, souvent non signées, dans une épistémologie classiquement positiviste et dans l'optique du paradigme indiciaire cher à Carlo Ginzburg, a donc été nécessaire face à l'existence de trois Nicholas Madgett, de trois Ferris, de deux Duckett, de cinq MacMahon, de deux MacSheehy (et dont les noms sont parfois orthographiés différemment) en même temps et souvent dans les mêmes lieux. Plusieurs sources inédites ont ainsi pu être identifiées ou reconstituées, apportant des éclairages nouveaux.
- 9 La méthode suivie est celle de l'étude de réseaux : le dépouillement de toutes les sources (environ 60 000 pages de documents dans plus de 500 cartons d'archives dans les fonds en France, en Angleterre et en Irlande, principalement les archives produites par les différents gouvernements qui emploient ou surveillent ces « vagabonds de la République »¹⁷) permet de reconstituer le parcours de ces patriotes et, surtout, les liens

qu'ils tissaient. Leurs actions sont ainsi extraites des sources et celles-ci mettent en relations plusieurs acteurs. La constitution d'une base de données, à partir du système Fichoz développé par Jean-Pierre Dedieu, a permis d'isoler 5 000 actions opérées par plus de 1 280 acteurs (dont 900 individuels, 230 collectifs, 140 « acteurs » culturels)¹⁸. Au centre de ces presque 1 300 acteurs se trouvent les 28 Irlandais·es qui articulent différents réseaux, les mettant en lien, constituant ainsi des réseaux de réseaux. C'est cette toile, patiemment reconstituée et cartographiée (via le logiciel Pajek), qui forme un aperçu (forcément partiel), depuis le point de vue franco-irlandais, de la « République atlantique » entre 1792 et 1798.

- 10 Cette thèse a en effet pour ambition d'explorer plus avant, voire de contribuer à définir, ce concept proposé par Pierre Serna¹⁹. Il n'était ainsi pas question d'étudier l'influence de la Révolution française en Irlande dans un modèle diffusionniste inopérant, mais bien de comprendre comment les circulations ainsi reconstituées témoignaient d'une synergie révolutionnaire et plus spécifiquement, plus justement républicaine²⁰. Alors que l'Irlande est souvent réduite à une simple note de bas de page dans les ouvrages consacrés à l'Atlantique révolutionnaire, particulièrement en français, il s'agit de montrer la centralité d'un espace laboratoire, puisque soumis aux dynamiques coloniales et où s'invente une théorie de l'indépendance nationale et une *praxis* de la lutte clandestine et armée par cristallisation de différentes traditions politiques et insurrectionnelles – une « république en armes »²¹. Cette mise en connexion des protagonistes et des acteurs est donc à la fois une synchronisation qui les amène dans un même régime d'historicité, celui de l'horizon d'attente qu'ils cherchent à faire advenir, la République des États-Unis de France et d'Irlande, et une synchronisation, c'est-à-dire la mise en relation – la « co-spatialité » – des espaces atlantiques dans une synergie transnationale (dont les trois pôles, américain, français et irlandais, sont contenus dans le serment des *Defenders* cité ci-dessus)²².
- 11 La thèse se concentre donc sur l'étude du moment précis où ce double mouvement de synchronisation et de synchronisation est repérable, de l'entrée en république de la France en 1792 jusqu'à l'insurrection irlandaise de 1798. Structurée en trois parties dans une approche chronologique diachronique, attentive aux ruptures et continuités, elle cherche à proposer un autre récit des années-clés qui ont vu une tentative échouée d'instauration d'une république en Irlande, mais, surtout, de manière plus significative, dans une fédération républicaine atlantique. Il s'agit donc de faire l'histoire d'un possible non-advenu et, parce qu'il a échoué, de parvenir à déchirer les écrans historiographiques, eux-mêmes largement déterminés par les écrans mémoriels nés de cet échec, créant une mythistoire²³.
- 12 Une première partie étudie le moment-clé de l'entrée de la France en république, entre août 1792 et février 1793, moment déclencheur dont la signification mondiale (ou, à tout le moins, atlantique) est immédiatement perçue par les patriotes anglais, américains, écossais et aussi, et peut-être surtout, irlandais. Car si la Révolution de 1789 avait d'ores et déjà été perçue par Theobald Wolfe Tone comme « l'étoile du matin de la liberté »²⁴ pour l'Irlande, puisqu'elle avait montré, à rebours de représentations profondément ancrées dans les mentalités marquées par le whiggisme atlantique, que les Français, et donc les catholiques, étaient eux aussi *capaces libertatis*, l'entrée en république indique bien que la France a rejoint la famille républicaine. Espoir immense pour les Irlandais, l'avènement de la république en France attire de nombreux Irlandais qui se précipitent à Paris « pour en être », devenant ainsi acteurs de l'évènement

révolutionnaire, ou qui, s'y trouvant déjà du fait de leurs études (les catholiques, ne pouvant étudier en Irlande, devaient se rendre dans les nombreux collèges irlandais sur le Continent) se sont alors mêlés à l'enthousiasme révolutionnaire. Deux événements sont ainsi étudiés de près. Le premier est la « République au collège », lorsque, le 29 octobre 1792, les étudiants du collège irlandais de Paris, menés par William Duckett, s'emparent de ce dernier, profitant de l'absence de leurs supérieurs, qu'ils accusent d'être contrerévolutionnaires, et y organisent une élection avec l'aide de la Commune de Paris, faisant ainsi de ce lieu une micro-république irlandaise et l'inscrivant dans la République qui s'instaure en France, sauvant le collège de la menace d'être doublement considéré comme étranger (en tant qu'irlandais et, plus déterminant, en tant que contre-révolutionnaires) par les sans-culottes du faubourg Saint-Marcel. Le second événement est le « festin patriotique » à l'hôtel White le 18 novembre 1792, lorsqu'une centaine de convives issus de toute la galaxie révolutionnaire atlantique, rassemblés autour de Thomas Paine, célèbrent les victoires françaises et fondent alors la société des Anglais, Écossais et Irlandais de Paris, plus tard connue sous le nom de Société des Amis des Droits de l'Homme (SADH), improprement qualifiée de « British Club » dans l'historiographie. Un tiers des convives et des cinquante signataires de l'adresse de félicitations à la Convention issue de ce dîner sont irlandais. Ce moment festif, joyeux, constitue une fenêtre d'observation du républicanisme transatlantique, qui s'exprime à travers les toasts mais aussi dans les comptes-rendus, nombreux, que la presse en fait aussi bien en France que de l'autre côté de la Manche. Ces deux événements se rejoignent par leurs protagonistes, qui sont impliqués dans une véritable conspiration, dont les chefs sont Thomas Paine et Edward FitzGerald, pour révolutionner et républicaniser l'Irlande, qui apparaît ainsi, selon les mots de Paine, comme le « théâtre le plus intéressant où toute la pièce doit se jouer »²⁵. Replacer le dîner à l'hôtel White dans le contexte de la montée des tensions entre la France et l'Angleterre permet de le comprendre comme étant la vitrine publique qui cache les activités souterraines de la SADH. Les conspirateurs cherchent à obtenir le soutien du gouvernement français en le plaçant devant le fait accompli, dans ce projet de républicanisation des « Trois Royaumes ». Dans cette optique, il est possible de lire le décret du 19 Novembre promettant « aide et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté » comme une réponse au dîner de la veille, et surtout comme la participation de la France devenue républicaine à un dialogue transmanche qui a lieu depuis le début de la Révolution²⁶. Le gouvernement anglais, scrutant de près ces circulations, réagit avec rapidité et intelligence et, par une série de mesures mélangeant concessions (les catholiques irlandais reçoivent le droit de vote) et répression sévère, parvient à empêcher ce projet d'insurrection. Dès lors, il apparaît que les Irlandais à Paris ont contribué à la montée des tensions entre la France et l'Angleterre et que ce n'est pas la déclaration de guerre en février 1793 qui a rapproché la France et l'Irlande dans une stratégie ancienne de contournement utilisée depuis Louis XIV, mais que c'est le rapprochement des républicains irlandais, anglais, écossais, américains et français dans un projet de républicanisation de l'Irlande puis de l'Écosse et de l'Angleterre qui a contribué à provoquer la guerre.

- 13 La deuxième partie montre les continuités, entre 1792 et 1796, avec la période précédente. Les connexions établies dans le moment-clé de 1792 sont réinvesties dans le contexte de la guerre pour chercher à faire advenir la république en Irlande. Le contexte est celui d'un changement idéologique : le passage de la Convention girondine à la Convention montagnarde n'est pourtant pas synonyme de rupture, contrairement à

ce qu'une vulgate (davantage médiatique qu'historienne) se complait à décrire concernant le traitement des étrangers en France. Si le rétrécissement de l'orthodoxie politique est réel dans le contexte d'état de siège que vit la France, les Irlandais parviennent à se faire reconnaître comme des frères en république, luttant pour l'établissement de la liberté dans leur pays²⁷. L'hypothèse avancée est donc que le cosmopolitisme girondin n'est pas remplacé par un nationalisme ou une xénophobie montagnarde, mais bel et bien par un internationalisme républicain défini par la réciprocité. C'est donc dans cet internationalisme que s'inscrivent les missions franco-irlandaises des années 1793-1796 et qui sont ici réévaluées. Les nombreux obstacles rencontrés par les responsables de ces missions, la fin brutale ou l'échec apparent de plusieurs d'entre elles (missions d'Eleazer Oswald, de Richard Ferris et d'Eugene Aherne) ne doivent pas induire en erreur. Loin de n'être que des missions d'une propagande désordonnée et désorganisée n'ayant laissé que peu de marques, elles apparaissent au contraire comme des jalons essentiels d'une négociation rendue extrêmement difficile, du fait de la guerre, entre le gouvernement français et les républicains irlandais. Propagande, coordination, espionnage et infiltration du gouvernement anglais : ces missions constituent bien le trait d'union entre la France et les républicains irlandais, écossais et même anglais. La mission Duckett, et plus particulièrement les lettres de Junius Redivivus qu'il publie dans le *Morning Chronicle* en 1794 font l'objet pour la première fois d'une analyse détaillée. D'abord suscitées par des initiatives personnelles, ces missions sont peu à peu organisées et centralisées via le bureau des traductions, dirigé par l'ancien prêtre Nicholas Madgett et directement rattaché au Comité de salut public. L'importance de ces missions n'échappe pas au gouvernement anglais et c'est la mission de William Jackson, envoyé en Angleterre et en Irlande au début de 1794 pour y sonder la possibilité d'une invasion française, qui conduit le gouvernement anglais à lancer la répression contre les sociétés populaires dans les deux pays, provoquant ainsi la grande vague d'arrestations et de procès en 1794-1795.

- 14 La troisième partie reprend le fil de ces missions pour montrer à nouveau les continuités jusqu'à l'expédition de Bantry de 1796 et, au-delà, jusqu'en 1798. Les circulations de mémoires et d'acteurs-clés, le rôle pivot de Madgett et du bureau des traductions dans la transition entre le Comité de salut public et le Directoire, les acteurs irlandais qui entourent Hoche et qui parviennent, entre Brest et Hambourg, à convaincre la France de s'engager sérieusement pour l'Irlande font ainsi l'objet de nouvelles analyses. Theobald Wolfe Tone apparaît alors certes comme un acteur central mais loin d'être unique et le succès de sa mission d'« ambassadeur incognito » des Irlandais Unis auprès du gouvernement français s'explique par le réseau, voire le lobby, irlandais à l'œuvre à Paris et en lien avec l'Irlande et les États-Unis depuis 1792. L'échec de Bantry est un premier coup dur, mais moins que la mort du général Hoche et la crise du Directoire de l'été 1797 (avec le remplacement de Delacroix par Talleyrand). Le véritable tournant se situe dans ce moment de crise : les réseaux irlandais doivent quasiment se reconstituer entièrement (notamment via le ministère de la Marine), mais ils ne retrouvent jamais la même influence. Parallèlement et peut-être en réaction, marginalisés à Paris, les Irlandais se tournent alors vers l'océan et la République atlantique, dans sa composante irlandaise, devient alors l'Atlantique républicain, celui de la « République flottante » ou de la « République maritime » des mutineries de la Navy, des ports, des navires de la façade atlantique de Brest à Hambourg.²⁸ Pourtant, les connexions sont ici les plus difficiles à retracer. C'est William Duckett qui apparaît alors

à nouveau comme un personnage central : parcourant inlassablement cet espace, entre Brest, Paris, Hambourg, Londres et l'Irlande, il semble au cœur de toutes ces connexions. Sa présence aux côtés de Léonard Bourdon à Hambourg entre fin 1797 et début 1798, sa tentative avec ce dernier de recréer « l'esprit de 1792 » en organisant un « banquet fraternel », ses liens avec James Coigly, prêtre catholique artisan de la mise en place des *United Englishmen* et des *United Scotsmen* en lien avec les Irlandais Unis dans un projet d'insurrection simultanée dans les Trois Royaumes, l'activisme d'Arthur O'Connor et d'Edward FitzGerald au même moment, sont autant de signes d'un véritable projet de fonder trois républiques distinctes mais unies dans une fédération avec la France qui, ensuite, s'étendrait à toute l'Europe. Là encore, ces circulations sont scrutées avec inquiétude et méthode par le gouvernement anglais qui déploie alors toutes ses ressources pour détruire ce projet : la nouvelle vague de répression de février-mars 1798 s'accompagne surtout du déploiement d'un discours et d'un imaginaire contrerévolutionnaires redoutablement efficaces. Ces séditieux sont ainsi présentés comme des conspirateurs athées et assoiffés de sang, préfigurant la lecture des événements de l'été 1798 en créant une pré-mémoire de l'évènement²⁹. L'insurrection éclate alors en Irlande, plus par désespoir pour les Irlandais Unis/*Defenders* acculés par la campagne de répression méthodique. Malgré les succès initiaux, le manque d'engagement réel de la France à ce moment condamne les insurgés à court terme. Les destins brisés des vingt-huit Irlandais et Irlandaises suivies jusqu'à ce moment constituent un épilogue qui pose la question de la vie – ou de la mort, pour certains d'entre eux – après la révolution ratée.

15 De l'étude ces six années cruciales émerge alors une image de la République atlantique :

Fig. 1 : La République atlantique des États-Unis de France et d'Irlande : le réseau des vingt-huit Irlandais-es, 1792-1798.

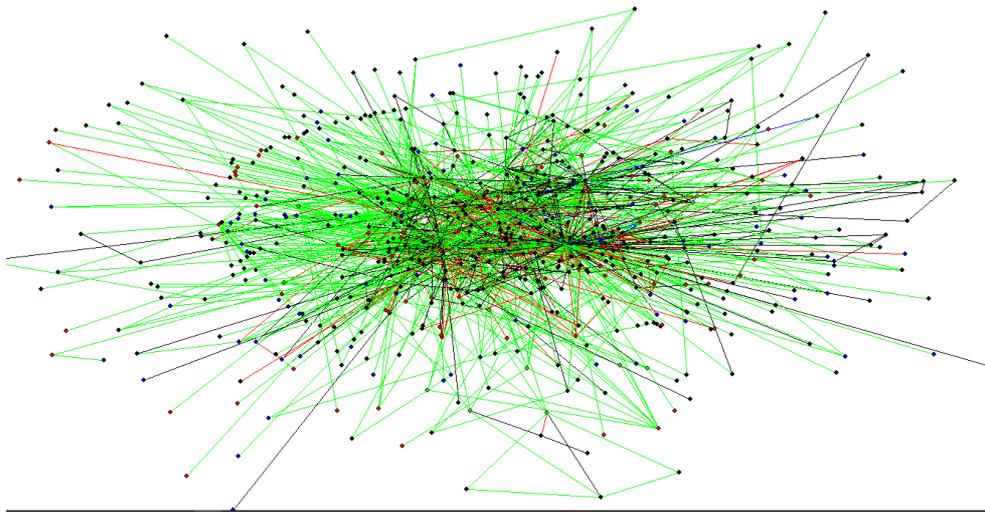
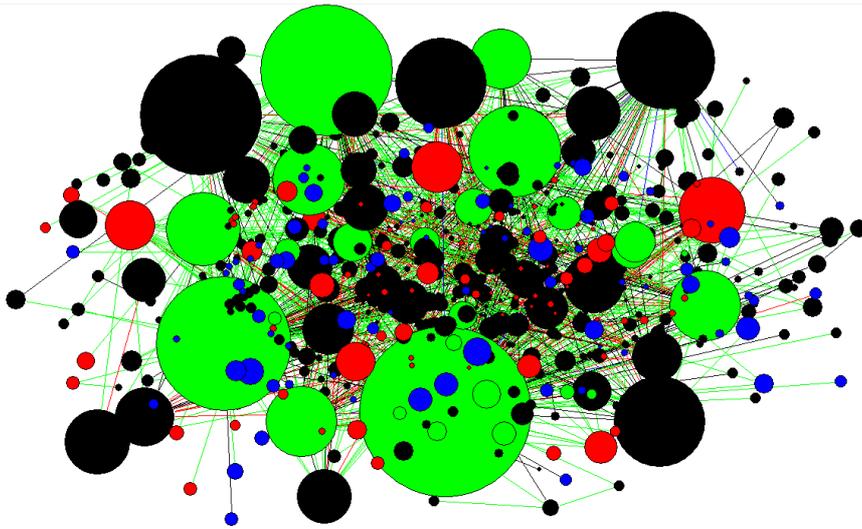


Fig. 2 : La République atlantique des États-Unis de France et d'Irlande : le réseau des vingt-huit Irlandais-es, 1792-1798. Carte vectorisée.



Note de lecture : Les vingt-huit Irlandais-es sont représenté-e-s en vert, les autres acteurs individuels en noir, les acteurs collectifs en rouge et les acteurs culturels en bleu.

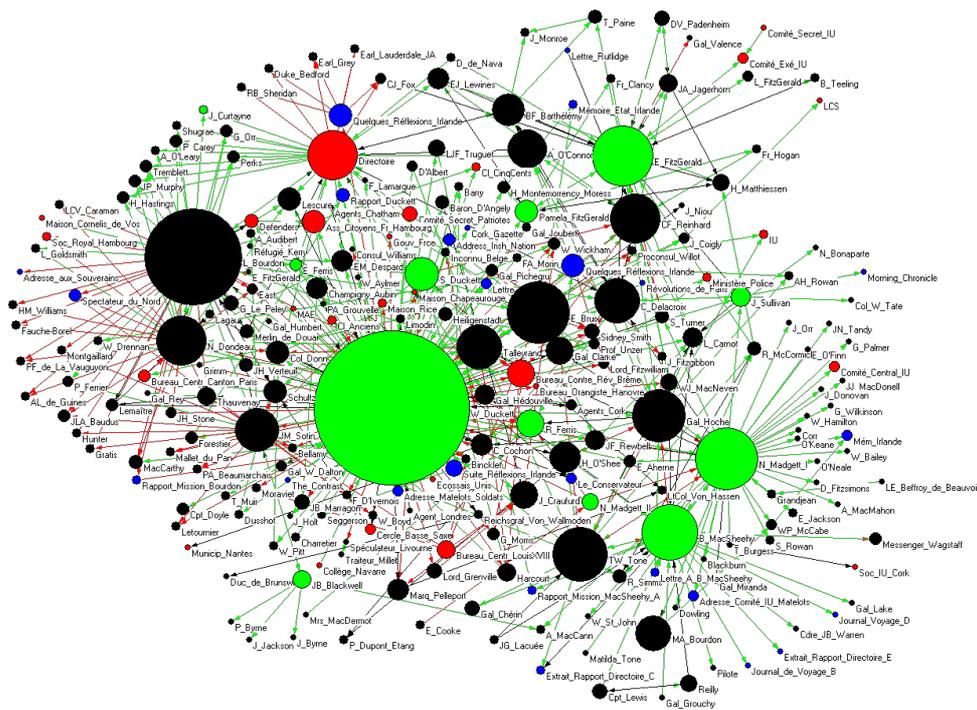
Quant à eux, les liens en noir indiquent des actions neutres, en vert des actions amicales, en rouge des actions hostiles.

La taille des cercles dépend de la fréquence des occurrences d'un acteur dans les sources. Elle ne doit donc pas être lue littéralement, car elle est largement un effet de source. Plus révélateur est la position relative de chaque acteur par rapport aux autres, qui dépend également du nombre d'actions qui les relient.

Interpréter ces cartes est un exercice délicat. Cependant, les principaux enseignements qui s'en dégagent sont, d'une part, la « force des liens faibles » (des acteurs apparemment marginaux jouent un rôle-clé en connectant deux réseaux distincts) et les espaces de connexion entre les réseaux antagonistes (voir ci-dessous pour un exemple).

- 16 Cette image montre que les acteurs étudiés dans cette thèse ont relié, par leurs pratiques socio-spatiales, les palais des nouvelles institutions républicaines à Paris aux campagnes irlandaises agitées par le mécontentement ; les tavernes de Paris, de Dublin et de Londres aux quartiers généraux des chefs français, les ports de Brest à Hambourg. Entre tous ces espaces, ils ont circulé et ont emmené avec eux des journaux (dans lesquels ils ont publié), des mémoires, des lettres : cette circulation des hommes et des femmes est aussi une circulation et une traduction textuelles (une *translation*, dans les deux sens, français et anglais du terme). Elle a ainsi défini le cadre idéologique, politique et mental de la lutte pour l'indépendance de l'Irlande. Il apparaît donc que, loin d'être isolés et reclus dans leurs obscurs comtés irlandais, les *Defenders* sont directement connectés avec les courants révolutionnaires et républicains et ce dès 1792. L'image sans doute la plus parlante de la portée de ces connexions est celle du « banquet fraternel » à Hambourg au printemps 1798, lorsque Duckett fait assoir à la même table et chanter les mêmes chants des *Defenders*, des agents du gouvernement français et des représentants des Lumières allemandes.

Fig. 3 : Carte vectorisée du réseau de la République atlantique, juin 1796-décembre 1799.



Note de lecture : On y voit la centralité et l'importance de Duckett (le cercle vert central) en lien avec Léonard Bourdon (le cercle noir à gauche) et le ministre de la Marine Bruix et comment ils relient les réseaux révolutionnaires avec les réseaux contre-révolutionnaires (les traits rouges à gauche), ayant été repérés par ces derniers.

- 17 Le récit habituellement donné de la société des Irlandais Unis change également lorsqu'il est observé avec une focale plus large. Dès novembre 1792, plusieurs futurs chefs de la société sont présents à l'hôtel White (Edward FitzGerald, les frères Sheares, Duckett, Madgett) ou en contact avec Paine (Archibald Hamilton Rowan) et, dans le contexte de l'entrée en république de la France, conspirent pour faire de même avec l'Irlande. C'est ce noyau originel qui est sans cesse ravivé, d'abord via les missions franco-irlandaises, puis dans la « diplomatie » des Irlandais Unis auprès du Directoire, de 1792 à 1798, dans une remarquable continuité et plasticité pour faire face aux événements. La rupture de 1794, celle qui aurait vu les Irlandais Unis passer de réformateurs constitutionnalistes à des révolutionnaires séparatistes, apparaît alors comme n'ayant de sens que dans le seul cadre irlandais : replacés dans le contexte des circulations transnationales, les patriotes irlandais étaient déjà des républicains et des révolutionnaires, ce que le gouvernement britannique comprend parfaitement en identifiant le péril et en luttant contre lui à trois moments cruciaux, faisant échouer à chaque fois les projets de ces républicains.
- 18 L'histoire de la république irlandaise non-advenue prend donc tout son sens lorsqu'elle est analysée dans son contexte transnational et atlantique : elle permet d'affirmer que c'est bien la République qui a incarné un horizon d'attente pour ces acteurs et que cette dernière forme alors une véritable hétérotopie, espace diffracté dont les lieux centraux sont les tavernes, ces lieux de sociabilité interclasse, où les Irlandais-es refaisaient, au sens le plus fort du terme, le monde³⁰. Faire l'histoire de cet échec permet de sortir d'une mythistoire qui relègue leur vision dans une *damnatio memoriae*, autant oubli que condamnation, directement issue du discours contrerévolutionnaire anglais, et de

redonner toute sa place à l'Irlande, comme laboratoire républicain et démocratique, dans l'histoire de la République atlantique.

NOTES

1. Le brouillon (sur lequel le mot « royaume » est rayé et remplacé de manière significative par le mot « État ») est disponible aux National Archives of Ireland (Rebellion Papers 620/22/19) et la compilation aux National Archives, Kew (Home Office 100/ 58 f° 178-210, 345-350). Ils ont été publiés par Thomas BARTLETT, « Defenders and Defenderism in 1795 », *Irish Historical Studies*, vol. 24, n° 95, mai 1985, p. 373-394.
2. Pour une présentation plus complète des historiographies en anglais et en français, voir Mathieu FERRADOU, « Introduction : L'Irlande et la France à l'époque de la République atlantique : historiographie et nouvelles approches », *La Révolution française. Cahiers de l'HRF* [en ligne], n° 11, 2016, URL : <https://journals.openedition.org/lrf/1626>
3. Sean J. CONNOLLY, « Eighteenth-century Ireland. Colony or Ancien Régime ? », dans David George Boyce and Alan O'Day (dir.), *The Making of Modern Irish History. Revisionism and the Revisionist Controversy*, London and New York, Routledge, 1996, p. 15-33, p. 23.
4. Marianne ELLIOTT, *Partners in Revolution. The United Irishmen and France*, New Haven & London, Yale University Press, 1982, p. 16-17.
5. Marianne ELLIOTT, « The Origins and Transformations of Early Irish Republicanism », *International Review of Social History*, vol. 23, 1978, p. 405-428.
6. Nancy J. CURTIN, *The United Irishmen. Popular Politics in Ulster and Dublin, 1791-1798*, Oxford, Clarendon Press, 1998 [1994], p. 65.
7. Jim SMYTH, *The Men of No Property. Irish Radicals and Popular Politics in the Late Eighteenth Century*, Basingstoke and London, Macmillan, 1992, p. 183.
8. Roy F. FOSTER, dans *Luck & the Irish. A Brief History of Change since 1970*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 177, a balayé cette entreprise lorsqu'il écrit que « le post-révisionnisme équivaut davantage à du nationalisme avec des notes de bas de page » (« post-revisionism amounts to something rather like nationalism with footnotes »).
9. Vincent MORLEY, « «Tá an cruatan ar Sheoirse»: Folklore or Politics? », *Eighteenth-Century Ireland / Iris an dá chultúr*, vol. 13, 1998, p. 112-120 ; *Id.*, « George III, Queen Sadhbh and the Historians », *Eighteenth-Century Ireland / Iris an dá chultúr*, vol. 17, 2002, p. 112-120 ; *Id.*, *Irish Opinion and the American Revolution, 1760-1783*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015 ; et *Id.*, *The Popular Mind in Eighteenth-Century Ireland*, Cork, Cork University Press, 2017. Sur cette idée du passé comme réservoir politique pour pouvoir penser la contestation, voir Pierre SERNA, « Toute révolution est une guerre d'indépendance », dans Jean-Luc Chappey et al, *Pour quoi faire la Révolution*, Marseille, Agone, 2012, p. 19-49.
10. Sean J. CONNOLLY, « Jacobites, Whiteboys and Republicans: Varieties of Disaffection in Eighteenth-Century Ireland », *Eighteenth-Century Ireland / Iris an dá chultúr*, vol. 18, 2003, p. 63-79 ; Hugh GOUGH et Gilles LE BIEZ, « Un républicanisme ambigu : l'Irlande et la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 296, avril-juin 1994, p. 321-330.
11. Sean J. Connolly, « The Limits of Democracy: Ireland, 1775-1848 », dans Joanna Innes, Mark Philp (dir.), *Re-Imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland, 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 174-190 ; Richard V. COMERFORD, « Republicans

and Democracy in Modern Irish Politics », dans Fearghal McGarry (dir.), *Republicanism in Modern Ireland*, Dublin, University College Dublin Press, 2003, p. 8-22.

12. Thomas BARTLETT, « Avant propos / Foreword: Writing the history of the revolutionary 1790s during the “Troubles”: historiographical and moral dilemmas », *La Révolution française. Cahiers de l'IHRF* [En ligne], n° 11, 2016, URL : <https://journals.openedition.org/lrf/1624>. Voir également : John REAGAN, « Dr Jekyll and Mr Hyde: ‘the Two Histories’ », *History Ireland* [online], n° 1, January/February 2012, URL : <http://www.historyireland.com/20th-century-contemporary-history/dr-jekyll-and-mr-hyde-the-two-histories-2/>

13. Fearghal MAC BHLOSCAIDH, « Objective Historians, Irrational Fenians and the Bewildered Herd: Revisionist Myth and the Irish Revolution », *Irish Studies Review*, vol. 28, issue 2, 2020, p. 204-234.

14. Mathieu FERRADOU, « Un festin patriotique à l'hôtel White (18 novembre 1792) : les Irlandais patriotes à Paris, 1789-1795 », mémoire de Master 2 sous la direction de Pierre Serna et avec le soutien de Thomas Bartlett, IHRF, 2014

15. Mathieu FERRADOU (dir.), *L'Irlande et la France à l'époque de la République atlantique*, n° spécial de *La Révolution française. Cahiers de l'IHRF*, n° 11, 2016, URL : <https://journals.openedition.org/lrf/1623>

16. Parmi une pléthore d'ouvrages, sur la République : John G. A. POCOCK, *The Machiavellian Moment: Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*, Princeton, Princeton University Press, 1975 ; Philip PETTIT, *Republicanism. A Theory of Freedom and Government*, Oxford, Oxford University Press, 1997 ; Quentin SKINNER, *Liberty Before Liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998. Sur l'Atlantique des révolutions : Robert R. PALMER, *The Age of Democratic Revolution. A Political History of Europe and America, 1760-1800* [1959 and 1964], Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2014 ; Jacques GODECHOT, *La Grande nation. L'expansion révolutionnaire de la France dans le monde de 1789 à 1799*, 2^e édition, Paris Flammarion, 1983 ; Manuela ALBERTONE et Antonino DE FRANCESCO, *Rethinking the Atlantic World: Europe and America in the Age of Democratic Revolutions*, Ithaca, Palgrave Macmillan, 2009 ; David ARMITAGE, Sanjay SUBRAHMANYAM (dir.), *The Age of Revolutions in Global Context, c. 1760-1840*, New York, Palgrave Macmillan, 2010 ; Suzanne DESAN, Lynn HUNT, William Max NELSON (dir.), *The French Revolution in Global Perspective*, Ithaca, Cornell University Press, 2013 ; Janet POLASKY, *Revolutions Without Borders: The Call to Liberty in the Atlantic World*, Yale, Yale University Press, 2015 ; Michael A. MCDONNELL (dir.), *Rethinking the Age of Revolution, Atlantic Studies/ Global Currents*, vol. 13, n° 3, 2016.

17. Vanessa MONGEY, « Les Vagabonds de la République : les révolutionnaires européens aux Amériques, 1780-1820 », dans Federica MORELLI, Clément THIBAUD, Geneviève VERDO (dir.), *Les Empires atlantiques des Lumières au libéralisme (1763-1865)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 67-82.

18. Jean-Pierre DEDIEU, « Les grandes bases de données. Une nouvelle approche de l'histoire sociale. Le système Fichoz », *Revista da Faculdade de Letras Historia*, 2005, vol. 3, n° 5, p. 99-112, halshs-00004690. Voir également le site <http://www.fichoz.org/home/fichoz-francais>. Mon immense gratitude va à Andoni Artola, qui m'a initié à cette base de données ainsi qu'à Pajek.

19. Pierre SERNA, « Le Directoire, miroir de quelle république ? » dans Pierre Serna (dir.), *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 7-20.

20. Sur le concept de synergie révolutionnaire : voir Joanna Innes, Mark Philp (dir.), *Re-Imagining Democracy in the Age of Revolutions: America, France, Britain, Ireland, 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013. Sur les circulations transnationales, plusieurs travaux servaient de références : David V. ERDMAN, *Commerce des Lumières. John Oswald and the British in Paris, 1790-1793*, Columbia, University of Missouri Press, 1986 ; Michael DUREY, *Transatlantic Radicals and the Early American Republic*, Lawrence, University Press of Kansas, 1997 ; David A. WILSON, *United Irishmen, United States. Immigrant Radicals in the Early Republic*, Ithaca, Cornell University Press, 1998 ; Sylvie

KLEINMAN, *Translation, the French language and the United Irishmen (1792-1804)*, PhD dissertation, Dublin City University, 2005 ; Rachel ROGERS, *Vectors of Revolution : The British Radical Community in Early Republican Paris, 1792-1794*, thèse de doctorat, Université Toulouse-Le Mirail, 2012.

21. Clément THIBAUD, *Républiques en armes. Les armées de Bolívar dans les guerres d'indépendance du Venezuela et de la Colombie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

22. Jacques LÉVY, « La mondialisation, un évènement géographique », *L'Information géographique*, n° 2, 2007, p. 6-31 (p. 29) ; Matthias MIDDELL et Katja NAUMANN, « Global History and the Spatial Turn: from the Impact of Area Studies to the Study of Critical Junctures of Globalization », *Journal of Global History*, n° 5, 2010, p. 149-170.

23. Sur la manière dont le traumatisme de 1798 a généré en Irlande, particulièrement en Ulster, un « oubli mémoriel », un enfouissement social, réifié tout au long du dix-neuvième siècle puis au vingtième siècle avec la décennie révolutionnaire et les « Troubles », voir Guy BEINER, *Forgetful Remembrance: Social Forgetting and Vernacular Historiography of a Rebellion in Ulster*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

24. Theobald Wolfe Tone à Thomas Russell, 9 July 1791, dans Theodore W. MOODY, Robert B. MCDOWELL, Christopher J. WOODS (dir.), *The Writings of Theobald Wolfe Tone, 1763-1798*, 3 vol., Oxford, Clarendon Press, 1998, 2001 et 2007, vol. I, p. 105 : « I learn from Macabe that there is a commemoration of the French Revolution, that morning star of liberty to Ireland ».

25. [Thomas Paine], « Projet d'expédition en Irlande », [décembre 1792-janvier 1793], Service historique de la Défense, Vincennes, 1M1420, p. 28.

26. Sur le décret du 19 Novembre : Virginie MARTIN, « Le remodelage de l'espace international : le "décret de propagande" du 19 novembre 1792 », communication dans le cadre du Colloque international « La loi en Révolution 1789-1795. Fonder l'ordre et établir la norme », 12-14 septembre 2013. Je remercie Virginie Martin pour m'avoir communiqué son texte.

27. Les fondements historiographiques étaient principalement Albert MATHIEZ, *La Révolution et les étrangers. Cosmopolitisme et défense nationale*, Paris, La Renaissance du livre, 1918 ; Sophie WAHNICH, *L'Impossible citoyen. L'étranger dans le discours de la Révolution française*, Paris, Albin Michel, 1997 ; Michael Rapport, *Nationality and Citizenship in Revolutionary France: The Treatment of Foreigners, 1789-1799*, Oxford, Oxford University Press, 2000 ; Anne SIMONIN, *Le Déshonneur dans la République. Une histoire de l'indignité 1791-1958*, Paris, Grasset, 2008.

28. Voir Niklas FRYKMAN, *The Bloody Flag. Mutiny in the Age of the Atlantic Revolution*, Oakland, University of California Press, 2020.

29. Guy BEINER, « Probing the Boundaries of Irish Memory: from Postmemory to Prememory and Back », *Irish Historical Studies*, vol. 39, n° 154, nov. 2014, p. 296-307.

30. Michel Foucault, « Des espaces autres. Hétérotopies », Conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967, publié dans *Architecture, Mouvement, Continuité*, n° 5, 1984, p. 46-49.

AUTEUR

MATHIEU FERRADOU

TEMOS

Le Mans Université